



## ÉDITORIAL

# Affaire Lyhanna, une question de priorité

PAR LAURENT MOULOU, RÉDACTEUR EN CHEF

**L'**affaire Lyhanna sera-t-elle l'affaire de plus ou l'affaire de trop? Le meurtre de cette enfant de 11 ans a provoqué une véritable onde de choc dans tout le pays. Depuis le 4 juin et la découverte du corps, les manifestations s'enchaînent pour réclamer des mesures à la hauteur du drame. Derrière l'émotion, la colère enfle. Tout comme la désagréable impression que le gouvernement tente l'esquive, sans prendre la mesure de la situation.

**De fait, depuis dix jours, l'exécutif - Darmanin et Macron en tête - ne semble capable que de se réfugier dans un pur déni.** Plutôt que de reconnaître sa responsabilité politique, le garde des Sceaux « terrifié » a pointé, tout comme le président de la République, « un dysfonctionnement individuel inacceptable » et « un choc ». Un vrai festival d'hypocrisie. Depuis bientôt dix ans, la Macronie au pouvoir n'a-t-elle pas, au contraire, parfaitement « accepté » de maintenir la justice dans un état de dysfonctionnement budgétaire largement documenté ?

**Personne ne peut croire que le ministre a découvert, ce 4 juin 2026,** que la France comptait deux fois moins de juges et quatre fois moins de procureurs que la moyenne européenne. Que 94 % des plaintes déposées finissent classées sans suite, souvent faute de moyens d'enquête suffisants. Que dans ce pays, qu'il ambitionne de présider, le budget de la justice par habitant est deux fois moins élevé qu'en Allemagne.

Ces statistiques, et les rapports explicites qui les accompagnent (Sauvé en 2022, Ciivise en 2023), l'ancien locataire de la place Beauvau ne peut les ignorer. Il en sait également les conséquences. Des magistrats sous pression constante, noyés sous l'empilement des actes à réaliser et des injonctions ministérielles, obligés de « trier » les cas de violences sexuelles sur mineur, entre urgences relatives et urgences absolues... Ces conditions de travail en flux tendu, toujours sur le fil, rendent les erreurs individuelles inévitables.

**Gérald Darmanin est au courant.** Mais plutôt que de s'attaquer à ce dysfonctionnement-là, l'admirateur de Nicolas Sarkozy vibronne, se pousse du col, passant d'une priorité

à une autre, sans moyens adéquats ni cohérence, si ce n'est la mise en scène permanente de sa propre personne. La magistrature, elle, est sommée de faire tourner l'intendance. Coûte que coûte. Et de servir de fusible lorsqu'il s'agit de payer le prix d'une politique inconséquente.

**Cette posture de l'exécutif n'est pas juste une manière de sauver la face.** Elle s'inscrit dans un carcan idéologique réactionnaire, extrêmement pernicieux. Ce n'est pas un hasard si le secteur de la protection de l'enfance est aujourd'hui dans de telles difficultés, si la justice manque de psychologues, d'unités pédiatriques spécialisées pour accueillir la parole de l'enfant, ou encore de structures d'accueil pour sortir les petites victimes d'une famille maltraitante. Ce n'est tout simplement pas une priorité. Dans cette société néolibérale, la jeunesse est perçue comme un péril qu'il faut circonscrire, réprimer, préparer à obéir au marché. Darmanin parle d'« ensauvagement » et ne cesse de vouloir durcir la justice des mineurs. François Bayrou justifie sa claque « éducative ». Depuis des années, l'exécutif et une large partie de la droite promeuvent cette culture de la punition, sur fond de vieilles traditions catholiques. Un discours « adultiste » qui fait des ravages. Et élude le poids du patriarcat et la culture du viol qui l'accompagne.

**Combattre les violences faites aux enfants nécessite de les remettre au centre** des préoccupations de toute une société. L'ensemble de la chaîne éducative, de l'école aux services sociaux en passant par la justice, doit être mobilisé, conforté, comme le préconise la proposition de loi intégrale portée par la députée socialiste Céline Thiébault-Martinez. Cette lutte est fondamentale pour l'avenir des futures générations. Elle nécessite des moyens, bien sûr. Et avant tout de sortir au plus vite du coupable déni. Pour que l'affaire Lyhanna soit définitivement celle de trop. ●

Depuis des années, l'exécutif et une large partie de la droite promeuvent un discours « adultiste » qui élude le poids du patriarcat et la culture du viol.